

Analyse coût-bénéfice

Initiative du bassin du fleuve Zambèze

Croix-Rouge de Namibie

Région du Zambèze – Interventions relatives aux moyens de subsistance et à la préparation aux catastrophes



Table des matières

Introduction et contexte.....	7
Objectifs de l'analyse coût-bénéfice	9
Méthodologie	15
Résultats	20
Recommandations.....	32
Conclusions	33
Références.....	36

Remerciements

L'analyse coût-bénéfice consacrée à la Namibie a été réalisée par la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge à l'aide d'un financement du Service de la Commission européenne à l'aide humanitaire et à la protection civile (ECHO). Les parties prenantes ci-après ont apporté une contribution précieuse à l'étude sous la conduite et la coordination du département Préparation des communautés et réduction des risques de la Fédération internationale.

- Le département d'économie de l'Université de Namibie, qui a vérifié et validé la fiabilité des outils de collecte de données (modèle d'analyse coût-bénéfice et questionnaire) et la qualité des ateliers et formations sur la collecte de données organisés à l'intention de l'équipe de terrain et des volontaires de la Croix-Rouge de Namibie, ainsi que des communautés bénéficiaires.
- Les représentants du ministère de l'Agriculture et des autorités locales, qui ont partagé leur vision de la politique et des plans nationaux en matière de gestion des catastrophes.
- L'équipe de la Croix-Rouge de Namibie, qui a cartographié la zone d'étude, identifié les communautés pertinentes et participé à la collecte de données, et plus généralement la Société nationale, qui a fourni l'appui logistique et institutionnel nécessaire.
- Les communautés de Lisikili, Katima, Kanono, Isize, Kwena et Namalubi, qui ont participé aux entretiens et ont fourni des renseignements sur les activités auxquelles elles participaient.
- Les personnes chargées de l'évaluation par les pairs, parmi lesquelles des collaborateurs de la Croix-Rouge de Namibie et du département Planification, suivi, évaluation et compte rendu de la Fédération internationale.

Résumé

Le fleuve Zambèze constitue un moyen de subsistance et une source d'activité économique directe majeure pour les populations d'Afrique australe vivant dans son bassin. La Namibie est l'un des sept pays les plus touchés par les problèmes d'inondations et de sécheresse récurrents que connaît l'Afrique australe, ce qui fait d'elle un bénéficiaire naturel de l'Initiative du bassin du fleuve Zambèze. Cette Initiative repose sur un ensemble de stratégies d'atténuation et d'adaptation introduites par la Fédération internationale en 2009. Elle est fondée sur une vision commune consistant à renforcer les synergies tout en suivant une approche intégrée et holistique pour optimiser l'impact des interventions sur les communautés qui vivent dans le bassin du Zambèze et tirent leurs moyens de subsistance du fleuve.

Des fonds provenant de donateurs ont été investis pour soutenir l'Initiative. Aucune évaluation d'impact n'ayant toutefois été effectuée depuis son lancement, il a été décidé en mai 2015 d'entreprendre une analyse coût-bénéfice. L'objectif était avant tout de mesurer l'impact de l'Initiative et le rendement des investissements consentis.

La présente étude est la première du genre à avoir été réalisée au titre du suivi du rapport coût-bénéfice de l'Initiative du bassin du fleuve Zambèze. Elle est axée sur les interventions en matière de sécurité alimentaire et de préparation aux catastrophes menées auprès de communautés cibles de Lisikili, Katima, Kanono, Isize, Kwena et Namalubi. Elle a été conduite à l'aide d'outils qualitatifs et quantitatifs, sur la base d'un modèle d'analyse coût-bénéfice. Elle a également associé les communautés bénéficiaires, par l'intermédiaire d'entretiens individuels et collectifs destinés à mesurer l'impact des activités entreprises. Les résultats d'études de cas visant à mettre en évidence l'impact des interventions ont également été utilisés.

Un rapport coût-bénéfice de 3,7 a été calculé pour la période 2009-2014, ce qui démontre un impact et un rendement nets positifs pour les ressources investies dans la mise en

œuvre de l'Initiative du bassin du fleuve Zambèze en Namibie. L'analyse coût-bénéfice s'est révélée être un outil complémentaire précieux pour orienter la prise de décisions future en matière d'investissement. Elle devrait donc à l'avenir faire partie intégrante des programmes de sécurité alimentaire et de préparation aux catastrophes, l'objectif étant de renforcer la résilience des communautés et de favoriser la mise à l'échelle des projets communautaires de réduction des risques à fort impact dans le bassin du Zambèze.

Acronymes

ECHO	Service de la Commission européenne à l'aide humanitaire et à la protection civile
FAO	Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture
SAPRCS	Partenariat des Sociétés nationales de la Croix-Rouge d'Afrique australe
SIDA	Syndrome d'immunodéficience acquise
VIH	Virus de l'immunodéficience humaine
ZRBI	Initiative du bassin du fleuve Zambèze

Introduction et contexte

Selon certains experts, le bassin du fleuve Zambèze sera plus durement touché par les changements climatiques qu'aucun autre réseau fluvial au monde (International Rivers, 2012). Irrémédiablement, l'incidence des inondations, des vagues de sécheresse et des maladies va augmenter, menaçant encore davantage la vie et les moyens de subsistance des communautés vivant dans le bassin du Zambèze, qui sont déjà vulnérables. Les communautés les plus pauvres, les femmes, les enfants, ainsi que les personnes âgées, les malades et les personnes handicapées demeurent fragiles face aux aléas de la nature.

Depuis 2009, la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (la Fédération internationale) et sept pays d'Afrique australe mènent des activités conjointes dans le domaine de la réduction des risques de catastrophe et le renforcement de la résilience des communautés dans le cadre de l'Initiative du bassin du fleuve Zambèze. Cette Initiative est le fruit d'une vision que partagent les Sociétés nationales de la Croix-Rouge d'Afrique australe. Elle a été lancée dans le cadre du Partenariat des Sociétés nationales de la Croix-Rouge d'Afrique australe (SAPRCS) en vue d'optimiser la qualité et l'impact des activités de la Croix-Rouge, en suivant une approche intégrée et holistique.

Facilitée par le bureau régional pour l'Afrique australe de la Fédération internationale, l'Initiative compte quatre volets : gestion des risques de catastrophe, sécurité alimentaire, santé et développement organisationnel. Elle a été lancée avec un budget de 8,6 millions de francs suisses, mais jusqu'en 2011, seulement 19 % des promesses de dons avaient été versées et les dépenses enregistrées pour cette période se sont élevées à 1,02 million de francs suisses (Fédération internationale, 2013). Sur le budget total, la somme de

2 251 774,89¹ dollars namibiens a été allouée à la mise en œuvre d'activités relevant de ces domaines en Namibie.

À l'origine, l'accent a été mis sur le renforcement de la capacité de mettre en œuvre des mesures de préparation aux catastrophes, l'évaluation initiale ayant révélé un manque d'expérience et de compétences dans ce domaine au niveau des Sociétés nationales. Le calendrier de mise en œuvre qui avait été approuvé est présenté ci-dessous.

2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Lancement	Phase I : Mise en œuvre initiale			Phase II : Expansion		Phase III : Consolidation		Retrait progressif
L'initiative, dont la planification avait commencé en 2008, a été lancée fin 2009.	« L'objectif étant le renforcement des capacités, les objectifs sont définis à l'aide d'une approche participative. Cette phase [...] vise à favoriser l'adoption de nouvelles idées et techniques par les groupes cibles de l'Initiative ». La Phase I est l'objet de la présente étude.			« Il s'agit de tirer les enseignements de la Phase I et d'étendre les innovations et les capacités aux régions proches de celle couverte par l'Initiative. »		« [...] des modifications sont apportées à la stratégie et aux objectifs, le cas échéant, pour remédier aux lacunes et refléter le contexte actuel. »		Retrait progressif des ressources externes.

Figure 1 : Calendrier de mise en œuvre de l'Initiative du bassin du fleuve Zambèze. Source : Review of Phase I of the Zambezi River Basin Initiative (ZRBI), Fédération internationale, 2013

Depuis le lancement de l'Initiative en 2009, aucune évaluation quantitative de l'efficacité des activités et des ressources n'a été réalisée. La présente analyse coût-bénéfice est la première d'une série d'études sur les activités menées dans le cadre de l'Initiative. La région namibienne du Zambèze est l'une des parties du bassin les plus durement touchées. Au vu des vulnérabilités et des risques auxquels cette région fait face, la Namibie a été choisie pour faire l'objet de la première analyse coût-bénéfice des ressources déployées.

Les volets sécurité alimentaire et moyens de subsistance de l'Initiative ont été au cœur de l'analyse coût-bénéfice. Cependant, du fait de l'interdépendance des quatre volets de l'Initiative, l'étude a naturellement aussi porté sur la préparation et l'atténuation, ainsi que sur

¹ 238 788,43 francs suisses, au taux de change de janvier 2013.

la santé en tant qu'activité sociale secondaire qui a des retombées positives sur les moyens de subsistance et la sécurité alimentaire.

Objectifs de l'analyse coût-bénéfice

L'étude avait pour objectif global de fournir une analyse quantitative destinée à compléter la documentation relative aux bénéfices qualitatifs tirés de la mise en œuvre de l'Initiative du bassin du fleuve Zambèze en Namibie, le but étant de guider la prise de décisions future et de permettre l'investissement optimal des fonds des donateurs dans les activités de développement. Les analyses coût-bénéfice donnent une justification économique du choix

Encadré 1 : Objectifs de l'analyse participative coût-bénéfice effectuée au niveau communautaire

- Quantifier la valeur et les bénéfices économiques des activités relatives à la sécurité alimentaire et à la préparation aux catastrophes menées dans la région namibienne du Zambèze dans le cadre de l'Initiative du bassin du fleuve Zambèze
- Orienter les activités et le déploiement des ressources à l'avenir
- Démontrer, d'un point de vue quantitatif, la viabilité économique et l'effet multiplicateur de l'investissement financier de manière à guider les décisions futures en matière d'investissement

des activités et de la priorité qui leur est accordée. L'approche garantit la redevabilité et la transparence dans la mesure où les ressources sont investies dans des domaines où les activités de développement seront les plus efficaces.

L'analyse coût-bénéfice est une méthode quantitative fondée sur les faits qui permet

d'évaluer l'impact des interventions. Elle est utilisée pour orienter l'allocation et le déploiement futurs de ressources par les donateurs existants et potentiels et par d'autres parties prenantes clés. Dans le cas de la Namibie, elle vise plus spécifiquement à mettre en évidence la manière dont la sensibilisation a influencé la prise de décisions dans la région du bassin du Zambèze et à démontrer que l'intégration des activités de réduction des

risques de catastrophe dans les programmes de développement a des avantages économiques et financiers.

L'analyse coût-bénéfice mesure les coûts et les bénéfices découlant de la mise en œuvre des projets et programmes. Elle complète l'analyse financière en rendant pleinement compte des coûts et des avantages non économiques. Elle prend en considération plusieurs variables telles que les coûts environnementaux, la préservation de la biodiversité, la préparation aux catastrophes, les activités informelles (ayant une valeur économique), le coût d'opportunité social de la main-d'œuvre et le coût d'opportunité de l'investissement.

La présente étude peut être utilisée pour aider les donateurs actuels et potentiels, les gouvernements et les personnes chargées de la conception ou de la gestion des programmes, entre autres parties prenantes, à évaluer si les programmes qui ont été soutenus ont eu un impact positif et doivent continuer à bénéficier de ce soutien ou si d'autres activités doivent être mises en œuvre pour stimuler et améliorer l'impact.

Rôle des participants

Les principaux participants à l'étude étaient le département d'économie de l'Université de Namibie, la Croix-Rouge de Namibie, les communautés et les départements compétents du gouvernement. La Fédération internationale a assuré une supervision stratégique et technique.

Université de Namibie

Conformément à l'objectif de l'Initiative du bassin du fleuve Zambèze consistant à nouer des partenariats avec des institutions d'études supérieures afin de permettre des échanges d'informations, d'enseignements tirés et de meilleures pratiques, l'Université de Namibie a assuré la supervision de l'étude. Par ailleurs, elle a joué un rôle essentiel en dispensant une formation sur le modèle d'analyse coût-bénéfice et le processus de collecte de données. Elle a aussi contribué à la vérification des informations reçues, à l'alimentation du modèle, à l'examen des scénarios et à la validation des résultats. L'étude s'est appuyée sur les

connaissances et les méthodes de recherche de l'Université pour authentifier et orienter le processus analytique et faire mieux comprendre le rôle de l'analyse coût-bénéfice dans l'évaluation de la contribution globale au développement économique. L'équipe de l'Université a dirigé les recherches et le processus de collecte de données sur le terrain. L'objectif était de renforcer la capacité de la Société nationale de réaliser des analyses coût-bénéfice participatives à l'avenir tout en l'aidant à avoir une meilleure vue d'ensemble du rôle de ce type d'analyse dans la planification des investissements consacrés au développement.

Croix-Rouge de Namibie (Société nationale)

La Croix-Rouge de Namibie est la responsable nationale et l'agent de mise en œuvre de l'Initiative du bassin du fleuve Zambèze. Elle assure la coordination et la liaison entre les communautés, la Fédération internationale, le gouvernement et les autres parties prenantes clés. La Société nationale fournit les ressources humaines nécessaires à la mise en œuvre effective des activités menées au titre de l'Initiative et au soutien du développement communautaire, et transmet aux communautés participantes les ressources financières qui leur sont destinées. Dans le cadre de l'étude, la Société nationale était chargée de la collecte de données, notamment des informations financières relatives aux fonds versés aux communautés et aux dépenses engagées.

Communautés

Près de 45 102 habitants de Lisikili, Katima, Kanono, Isize, Kwena et Namalubi, dans la région du Zambèze, participent à des activités dans le domaine de la préparation et de l'atténuation, de la sécurité alimentaire et des moyens de subsistance, ainsi que de la santé. Les communautés ont été divisées par groupes de villages. Pour les besoins de l'étude, elles se sont livrées à des entretiens collectifs et individuels ciblés. Il est à noter qu'elles ont toutes rejoint le programme à des moments différents.

Ministères gouvernementaux

Le gouvernement de la Namibie a mis en place un système national de réduction des risques de catastrophe qui diminue au maximum la vulnérabilité des communautés aux aléas et gère efficacement l'impact des catastrophes sur le développement durable. Le ministère de l'Agriculture et les autorités locales participent au forum national sur la réduction des risques de catastrophe. Des réunions ont été tenues avec ces acteurs en vue de connaître leur point de vue stratégique et d'obtenir la confirmation de leur soutien à l'Initiative du bassin du fleuve Zambèze.

Dans le cadre du volet préparation et atténuation, les communautés ont été sensibilisées aux risques d'inondations et ont participé à des activités visant notamment à remettre en état les habitations dans la perspective de la saison des pluies, à l'aide de poteaux, d'herbe et de plâtre. Le fait que ces activités aient pu être réalisées avant le début des pluies atteste d'un certain degré de préparation des communautés.

Contexte général

Long de plus de 2 500 km, le fleuve Zambèze traverse l'Angola, le Botswana, le Malawi, le Mozambique, la Namibie, la Zambie et le Zimbabwe. Son bassin s'étend sur plus de 1 388 km², où vivent 38 millions de personnes. Cette région de l'Afrique australe utilise le fleuve pour le transport, la production d'électricité et le tourisme. Quant aux communautés, elles en tirent leurs moyens de subsistance, au travers d'activités économiques variées comme l'agriculture et la pêche, et leur approvisionnement en eau.

L'objectif global de l'Initiative du bassin du fleuve Zambèze est de réduire l'impact des difficultés auxquelles sont confrontées les communautés locales et d'améliorer leur qualité de vie et leurs moyens de subsistance.

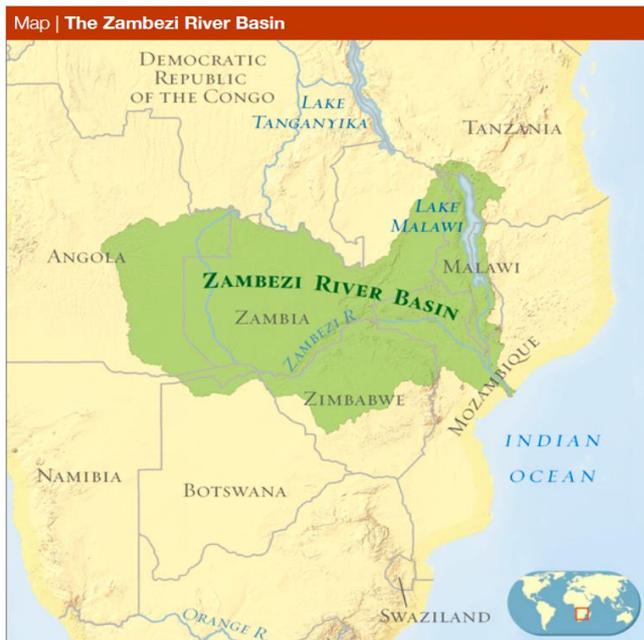


Figure 2 : Carte du bassin du Zambèze. Source : Review of Phase I of the ZRBI, 2013

Les trois composantes principales de l'Initiative sont la réduction des risques de catastrophe, la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance, et la santé.

Le développement organisationnel est vu comme une activité intersectorielle visant à renforcer les

capacités de mise en œuvre dans les domaines de la préparation aux

catastrophes, de l'intervention en cas de catastrophe et du relèvement. Il met l'accent sur les bonnes pratiques, la gestion des connaissances et le développement des compétences, et propose des outils et des méthodes qui favorisent l'échange d'expériences sur les initiatives communautaires de réduction des risques de catastrophe aux fins de promouvoir l'intégration des programmes à base communautaire.

Aperçu de la situation en Namibie

Les régions du nord et du nord-est de la Namibie sont souvent balayées par de fortes pluies qui provoquent de graves inondations. Depuis 2000, le pays a été frappé par 22 catastrophes qui ont fait 455 morts, touché au moins 1 788 624 personnes et causé des dommages d'un montant estimé à 85 millions de dollars É.U. (EM-DATA, 2015).

La région du Zambèze, qui est l'une des 14 régions de la Namibie, est située dans l'extrême nord-est du pays. Elle s'étend sur plus de 14 785 km², et compte au moins 90 100 habitants. Outre le fleuve Zambèze, la région est traversée par trois grandes rivières, le Cuando, le Linyanti et le Chobe, ce qui l'expose à des inondations répétées. Son climat tropical, associé

à des températures élevées et à des précipitations importantes entre décembre et mars, font d'elle la région la plus humide du pays, dont la topographie se caractérise par des marécages, des plaines inondables, des terres humides et des régions boisées. La région du Zambèze comprend huit circonscriptions (voir tableau ci-dessous).

Tableau 1 : Circonscriptions de la région du Zambèze

Circonscription	Population
Judea Lyaboloma	5 511
Kabbe North	9 559
Kabbe South	8 073
Katima Mulilo rural	13 285
Katima Mulilo urban	28 362
Kongola	7 366
Linyanti	7 328
Sibinda	11 112
Total	90 596

Source : Statoids, 2014

De 1982 à 2008, le pays a fait état de près de 19 catastrophes naturelles, faisant quelque 884 953 sinistrés. Les inondations ont causé des morts, gravement endommagé les infrastructures, les habitations et les biens, et entraîné des pertes de production agricole.

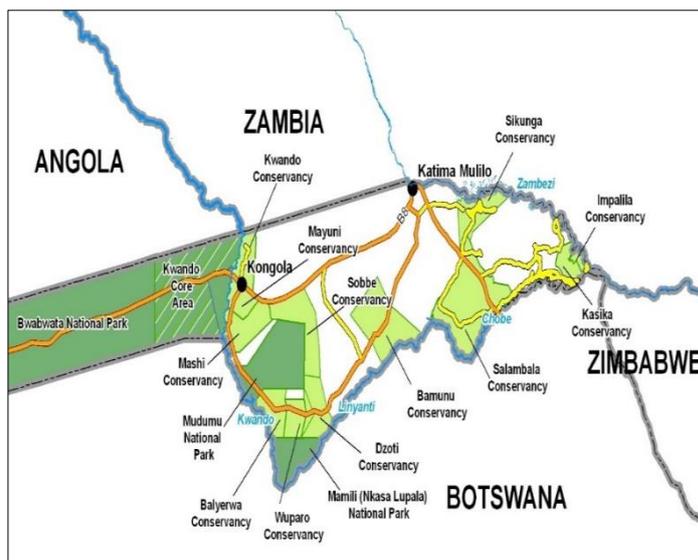


Figure 3 : Région du Zambèze. Source : Google.com

La mise en œuvre de l'Initiative du bassin du fleuve Zambèze en Namibie a officiellement débuté en 2009 dans les circonscriptions de Kabbe, Katima, Kongola, Linyati et Sibinda. Aujourd'hui, l'Initiative compte 35 835 bénéficiaires ; des communautés ont rejoint le

programme à différents moments, donc certaines même en 2013. Les femmes et les enfants sont particulièrement vulnérables.

Entre 2009 et 2014, la Namibie a reçu 2 251 774 dollars namubiens de différents donateurs, dont la Croix-Rouge espagnole et l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), en soutien aux activités menées au titre de l'Initiative.

Tableau 2 : Ressources allouées à la région du Zambèze

Source des fonds	Montant (dollars namubiens)
Croix-Rouge espagnole	69 746,94
Braces	773 377,93
ZRBI	1 048 120,99
FAO	158 643,49
Dalso	61 303,66
S-LFS	140 577,88
TOTAL	2 251 774,89

Méthodologie

La présente étude se fonde sur une analyse ex-post participative annualisée, dont l'objectif était d'évaluer rétrospectivement la valeur ajoutée et les bénéfices économiques de l'Initiative pour les communautés touchées de la région du Zambèze. Le choix de l'approche annualisée a été influencé par les limites liées aux données disponibles. La méthode a été adaptée par rapport à la méthode habituelle, qui débute idéalement lors de la phase de planification d'un programme.

L'analyse coût-bénéfice a été conduite selon une approche comparative de la situation des communautés « avec » ou « sans » le programme. Le scénario « avec » visait à mettre en évidence le bien-être et les acquis que l'Initiative a générés pour les communautés. Plus spécifiquement, l'objectif était de mesurer les bénéfices et les effets macroéconomiques et socioéconomiques directs et indirects des interventions, sans lesquels le coût supporté par les communautés aurait été dévastateur. Le scénario « sans » visait à déterminer l'impact et

les effets économiques qu'auraient subis les communautés si aucune intervention n'avait été engagée.

Des données qualitatives et quantitatives ont été collectées par le biais d'un processus participatif associant les communautés cibles, ainsi que le personnel et les volontaires de la Croix-Rouge de Namibie. Il a été demandé aux membres des communautés de quantifier les coûts et les revenus générés par les diverses activités auxquelles ils se consacraient, et une attention particulière a été accordée aux bénéfices et aux effets directs et indirects que les communautés tiraient de ces activités.

L'analyse coût-bénéfice couvrant une période de mise en œuvre de six ans, un facteur d'escompte de 10 % a été appliqué pour convertir les coûts et les bénéfices à une valeur actuelle, et l'année 2009 a été choisie comme année de référence. En parallèle, la fiabilité du modèle et le rapport coût-bénéfice ont été vérifiés à l'aide de scénarios et d'itérations prenant comme base des taux d'escompte et des hypothèses sur le coût de la main-d'œuvre différents, ainsi qu'une durée de vie du programme rallongée à 11 ans (2009 à 2020). Le bénéfice a été calculé pour chaque année à partir du bénéfice brut de l'année correspondante, duquel ont été retranchés les coûts associés pour obtenir le bénéfice net en valeur actuelle.

Hypothèses du modèle d'analyse coût-bénéfice

Il a été établi que les coûts de la main-d'œuvre correspondaient aux revenus perçus par les participants au programme pendant les périodes concernées et, le cas échéant, que les bénéfices correspondaient aux revenus que les ménages tiraient des activités connexes, bénéfices directs et secondaires inclus. Un taux d'escompte de 10 % a été appliqué, et la rémunération journalière du programme de travaux publics de la Namibie, à savoir 26,50 dollars namibiens par tâche achevée, a été utilisée lorsqu'il y avait lieu pour obtenir la valeur monétaire du travail réalisé dans le cadre des différentes activités.

Encadré 2 : Hypothèses de l'étude

- Le taux de rémunération appliqué est celui du programme de travaux publics de la Namibie, qui est de 26,50 dollars namubiens.
- Une semaine est nécessaire à l'achèvement d'une tâche.
- Les participants consacrent au moins dix heures par semaines (40 heures par mois) aux tâches du projet. Ils travaillent pendant 12 mois sur les activités, des périodes prolongées étant possibles en période de catastrophe.
- Au moins 200 membres des communautés ciblées participent activement aux activités du programme.
- Un taux d'escompte de 10 % a été appliqué pour ramener les coûts et les recettes/revenus à la valeur actuelle.
- Le projet a démarré pendant l'année 2009, laquelle sert d'année de référence.
- L'étude se fonde sur des scénarios « avec » et « sans » l'Initiative du bassin du fleuve Zambèze.

Collecte des données

La collecte des données a duré deux jours. L'équipe de la Société nationale a suivi au préalable une formation initiale, destinée à expliquer les objectifs de l'analyse coût-bénéfice aux employés et aux volontaires et à leur montrer en quoi celle-ci leur sera utile pour leurs activités futures de planification. La formation visait aussi à familiariser l'équipe avec les outils et le processus de collecte de données. Les données primaires ont été collectées sur une période de deux jours dans le cadre d'entretiens individuels et de discussions de groupe dirigées avec les volontaires et les communautés bénéficiaires de Lisikili, Katima, Kanono, Isizwe, Kwena et Namalubi. Les coûts relatifs aux activités menées dans les domaines de la préparation aux catastrophes et de l'atténuation, de la sécurité alimentaire et des moyens de subsistance, ainsi que de la lutte contre le VIH et le sida, ont été recensés et évalués pour toute la période de mise en œuvre de l'Initiative du bassin du fleuve Zambèze. Parmi les coûts recensés figuraient les coûts institutionnels, les coûts de conception du programme et les coûts de mise en œuvre supportés par la Société nationale, ainsi que les coûts

opérationnels encourus au niveau communautaire pour les différentes activités menées dans le cadre de l'Initiative.

Les données secondaires ont été tirées de rapports régionaux et de rapports de pays spécifiques établis depuis le début de l'étude sur l'Initiative du bassin du fleuve Zambèze. Les données ont été consolidées et traduites dans les composantes coûts et bénéfiques (revenus) du modèle d'analyse coût-bénéfice.

Outils

Les deux principaux outils utilisés sont le questionnaire et le modèle d'analyse coût-bénéfice.

Questionnaire

Un questionnaire et une feuille pour la collecte de données avaient été élaborés aux fins des entretiens individuels et des réunions de groupe dirigées (annexe 1). Le questionnaire comprenait 22 questions portant sur les coûts et les revenus engendrés par les différentes activités menées au titre du programme. Il était accompagné d'une feuille de données complémentaire pour la saisie des données quantitatives.

Modèle coût-bénéfice

Un modèle d'analyse coût-bénéfice comprenant huit feuilles interactives et explicatives a été élaboré sur Excel. Des masques (feuilles de calcul) détaillant les données relatives aux coûts et aux bénéfices ont été préparés afin d'aider la Société nationale dans le travail de saisie des données et de ventilation des investissements (décaissements en faveur des communautés) et des coûts institutionnels et opérationnels connexes.

Modèle d'analyse coût-bénéfice

Page de saisie des données relatives aux coûts

Recenser et énumérer toutes les activités de réduction des risques de catastrophe (activités proposées à vérifier)

Quantification et saisie des coûts, par année

Agrégation des coûts pour chaque composante, par année

Développement organisationnel et renforcement institutionnel	ANNÉE							
	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Cadre institutionnel								
Création des comités de gestion des risques de catastrophe et d'équipes d'intervention								
Conception et mise en œuvre d'un système de planification, de suivi, d'évaluation et de compte rendu								
Formation et gestion des volontaires								
Dotation en ressources/personnel								
Total des coûts des activités de développement organisationnel et de renforcement institutionnel, par année	R 0.00							

Activités relatives à la sécurité alimentaire / aux moyens de subsistance	ANNÉE							
	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Formation des volontaires locaux								
Création des comités de gestion des risques de catastrophe et des équipes d'intervention								
Fermes communautaires								
Soutien aux intrants agricoles								
Banques alimentaires ????								
Main-d'œuvre								
Total des coûts des activités relatives à la sécurité alimentaire / aux moyens de subsistance, par année	R 0.00							

Préparation et atténuation	ANNÉE							
	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Systèmes d'alerte précoce								
Sensibilisation								
Travaux d'atténuation (définir et quantifier les activités)								
XXX								
XXX								
Total des coûts des activités de préparation et d'atténuation, par année	R 0.00							

Santé et assainissement	ANNÉE							
	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Latrines								
Nouveaux puits								
Moustiquaires								
Sensibilisation aux questions relatives à la santé et à l'hygiène								
Main-d'œuvre								
Total des coûts des activités de santé et d'assainissement, par année	R 0.00							

Figure 4 : Modèle d'analyse coût-bénéfice

Résultats

Tableau 3 : Ratios coût-bénéfice 2009-2014 pour la région du Zambèze

Année	Ratio coût-bénéfice
2009	
2010	15,1
2011	16,6
2012	2,7
2013	2,0
2014	3,8
Ratio coût-bénéfice global	3,7

D'un point de vue quantitatif, l'étude a conclu à un ratio coût-bénéfice net de 3,7. Ce ratio a été calculé en prenant la valeur actuelle totale du bénéfice, soit 15 354 469 dollars namibiens, divisée par la valeur actuelle totale des coûts, soit 4 200 875 dollars namibiens. Cela signifie que les fonds investis dans les différentes activités au titre de l'Initiative du bassin du fleuve Zambèze en Namibie ont entraîné des bénéfices nets et un effet multiplicateur positif. En d'autres termes, chaque dollar namibien investi a généré des bénéfices d'une valeur 3,7 fois supérieure. Toutefois, bien que le ratio soit positif, il semble sous-évalué et ne paraît pas refléter pleinement l'impact des activités sur le terrain. Cette situation peut être attribuée à un manque général d'information et à une comptabilité lacunaire, en particulier au niveau des communautés bénéficiaires du programme. Mesuré sur une plus longue période et à l'aide de données de meilleure qualité, le ratio coût-bénéfice pourrait être nettement supérieur et refléter davantage l'impact de l'Initiative.

Tableau 4 : Analyse coût-bénéfice 2009-2014 dans la région du Zambèze

Année	Activités	Hypothèses	Ratio coût-bénéfice annuel
2009	Sécurité	200 participants	

	alimentaire Préparation aux catastrophes Santé Renforcement des capacités	40 heures de travail par mois 12 mois 1 mois pour achever une tâche Taux de rémunération du programme namibien de travaux publics, soit 26,50 dollars namibiens par tâche Taux d'escompte de 10 %	-
2010	Sécurité alimentaire Préparation aux catastrophes Santé Renforcement des capacités	200 participants 40 heures de travail par mois 12 mois 1 mois pour achever une tâche Taux de rémunération du programme namibien de travaux publics, soit 26,50 dollars namibiens par tâche Taux d'escompte de 10 %	200 personnes *40 heures par mois *12 mois *26,5 * (2 897 600- 174 746)*10 % Ratio : 15,1
2011	Sécurité alimentaire Préparation aux catastrophes Santé Renforcement des capacités	200 participants 40 heures de travail par mois 12 mois 1 mois pour achever une tâche Taux de rémunération du programme namibien de travaux publics, soit 26,50 dollars namibiens par tâche Taux d'escompte de 10 %	200 personnes *40 heures par mois *12 mois *26,5 * (2 991 671 - 1 206 632)* 10 % Ratio : 16,6
2012	Sécurité alimentaire Préparation aux catastrophes	200 participants 40 heures de travail par mois 12 mois 1 mois pour achever une tâche	200 personnes *40 heures par mois *12 mois *26,5 *(3 258 489 -

	Santé Renforcement des capacités	Taux de rémunération du programme namibien de travaux publics, soit 26,50 dollars namibiens par tâche Taux d'escompte de 10 %	2 829 666)* 10 % Ratio : 2,7
2013	Sécurité alimentaire Préparation aux catastrophes Santé Renforcement des capacités	200 participants 40 heures de travail par mois 12 mois 1 mois pour achever une tâche Taux de rémunération du programme namibien de travaux publics, soit 26,50 dollars namibiens par tâche Taux d'escompte de 10 %	200 personnes *40 heures par mois *12 mois *26,5 * (5 631 412 – 1 656 194)*10 % Ratio : 2,0
2014	Sécurité alimentaire Préparation aux catastrophes Santé Renforcement des capacités	200 participants 40 heures de travail par mois 12 mois 1 mois pour achever une tâche Taux de rémunération du programme namibien de travaux publics, soit 26,50 dollars namibiens par tâche Taux d'escompte de 10 %	200 personnes *40 heures par mois *12 mois *26,5 * 6 370 452 - 772 584)*10 % Ratio : 3,8
Ratio coût-bénéfice global pour la période 2009 – 2014			Ratio : 3,7

Les résultats montrent que le ratio coût-bénéfice était supérieur à 1, ce qui signifie que les bénéfices tirés du projet étaient supérieurs aux coûts, avec un retour sur l'investissement initial positif. Les activités relatives à la sécurité alimentaire et à la préparation aux catastrophes ont produit un ratio de 3,7. En d'autres termes, pour chaque dollar namibien

investi, des bénéfices d'une valeur de 3,7 dollars namibiens ont été obtenus. C'est pour les années 2010 et 2011 que le ratio coût-bénéfice annualisé est le plus élevé, soit 15,1 et 16,6 respectivement.

Un modèle étendu couvrant un plus grand laps de temps, à savoir la période 2009-2020, a démontré qu'il était possible d'obtenir un ratio coût-bénéfice de 9,7. Un tel résultat dépend d'une meilleure tenue de la comptabilité, de la disponibilité des données et de l'augmentation du nombre de communautés participant aux activités. Il s'agit aussi de laisser passer suffisamment de temps pour que l'investissement puisse réaliser tout son potentiel et produire le maximum de bénéfices économiques et socioéconomiques.

Le ratio coût-bénéfice global est la preuve que l'ensemble des activités mises en œuvre est efficace par rapport aux coûts et que les ressources déployées génèrent des bénéfices positifs croissants pour les communautés. Parmi les bénéfices de l'Initiative figurent l'amélioration de la qualité de vie et un développement socioéconomique plus durable. Les activités ont eu un effet positif sur les conditions de vie des bénéficiaires et ont montré la valeur intrinsèque des approches multidonateurs intégrées et alignées. Les rares ressources financières disponibles ont été allouées et utilisées de la meilleure façon possible pour optimiser le bien-être socio-économique des communautés dans leur ensemble. L'Initiative a aussi contribué à la viabilité financière des programmes de sécurité alimentaire.

Les investissements consacrés aux volets sécurité alimentaire et préparation aux catastrophes de l'Initiative et aux activités connexes ont produit des bénéfices économiques et sociaux positifs. La création et de l'accumulation d'actifs par les ménages participants sont des conséquences positives visibles du projet. Les ménages se livrent désormais à des activités plus lucratives et plus viables sur le plan économique, ce qui a amélioré leurs conditions de vie et notablement renforcé leurs moyens de subsistance.

Cependant, les activités sont toujours freinées par les goulets d'étranglement au niveau de l'approvisionnement en intrants, les maladies animales et le manque d'infrastructure



Figure 5 : Étude de cas - Namibia Red Cross's integrated food security intervention

d'irrigation. Les communautés ont fait état de nombreux problèmes dans la distribution des semences potagères, ce qui les a, dans certains cas, empêchés d'ensemencer leurs terres correctement. Les agriculteurs ont aussi indiqué avoir dû repousser les plantations dans la mesure où ils dépendent en grande partie des pluies irrégulières du fait de l'absence de

systèmes d'irrigation. La mortalité du bétail liée aux maladies a aussi constitué un problème pour des communautés participant activement au programme. Le gouvernement a tenté d'instaurer des mesures de quarantaine pour limiter la propagation des maladies. Ces difficultés ont globalement entraîné des schémas de revenus incohérents et la perte de recettes et d'actifs.

Des préoccupations ont été exprimées au sujet du niveau d'investissement et de ressources financières engagés dans les activités, certains membres des communautés ayant le sentiment que les activités n'étaient pas suffisamment décisives pour être reproduites sur long terme, favoriser une participation communautaire plus large et assurer l'autosuffisance des communautés.

Sécurité alimentaire

Des éléments indiquent que l'Initiative du bassin du fleuve Zambèze a conduit à une plus grande diversité alimentaire. Plusieurs groupes ont même fait état d'une diminution notable de la malnutrition. La plupart des familles d'agriculteurs participantes ont indiqué que le niveau de sécurité alimentaire des communautés s'était nettement amélioré, des stocks adéquats de vivres étant disponibles même en cas de sécheresse et de crues éclair. Les

villageois ont aussi fait part d'une nette amélioration de la sécurité alimentaire dans la mesure où ils ont désormais facilement accès à des légumes frais, notamment le groupe participant au projet Tusa, et qu'ils cultivent des céréales résistantes à la sécheresse et aux inondations.

Il faut noter aussi le renforcement des connaissances et des compétences, qui a permis aux agriculteurs de pratiquer l'agriculture tout au long de l'année. De plus en plus d'agriculteurs ont commencé à voir l'agriculture comme une activité commerciale, et des cultures de rente ont été mises en place pour la vente aux autres communautés. Des agriculteurs n'appartenant pas aux communautés participantes ont reproduit l'expérience, ce qui montre les retombées positives des activités.

Les principales activités agricoles de la communauté de Namalubi sont la production de légumes et l'élevage de bétail. Ces activités sont source d'espoir pour les personnes vivant avec le VIH.

Encadré 3 : Le jardin potager de l'espoir

Dirigé par Martin Mutonga, le projet du jardin potager Tusa, dans le village de Namalubi, vise à cultiver des légumes. Il a fait naître de l'espoir chez les participants, qui vivent pour la plupart avec le VIH, dans une région exposée aux inondations et aux sécheresses.

Avant le début du projet, une brève formation a été dispensée aux participants pour leur apprendre à cultiver des légumes. Les participants ont ensuite trouvé une parcelle de terre qu'ils ont aménagée et clôturée. Après négociation, ils ont obtenu un appui financier de la part de la Croix-Rouge de Namibie, et un appui technique de la part des autorités gouvernementales chargées de l'agriculture. En outre, il leur a été fait don de semences, d'engrais, d'outils et de citernes. La communauté était déterminée à engager un changement de nature à transformer ses moyens de subsistance.

Je n'aurais jamais cru que notre projet pourrait avoir un impact tel qu'il transformerait nos moyens de subsistance et nos vies. La plupart des membres de notre communauté dépendent du jardin potager pour se nourrir et gagner leur vie. Pour la plupart d'entre nous aujourd'hui, c'est un travail, explique Martin Mutonga.

Grâce aux nouveaux outils dont ils ont fait l'acquisition, les villageois ont développé des pratiques agricoles plus efficaces, même si des progrès doivent encore être faits. La mise en place de systèmes d'irrigation pourrait stimuler la production agricole et favoriser la

sécurité alimentaire. L'Initiative du bassin du fleuve Zambèze a donné lieu à une amélioration des conditions de vie de la plupart des agriculteurs participants. En atteste l'acquisition d'actifs productifs et non productifs comme du bétail, des pompes motorisées pour l'irrigation, des appareils ménagers (télévisions), des bicyclettes et des habitations de meilleure qualité couvertes en tôle et construites à l'aide de matériaux plus robustes. De plus, il a été fait état d'un taux de fréquentation scolaire plus élevé et d'une réduction des maladies d'origine hydrique, ce qui a contribué à renforcer la productivité.

Un projet intitulé « *goat pass-on project* », dans le cadre duquel quelque 150 chèvres ont été fournies à 50 ménages, a été lancé dans la région du Zambèze. Ce projet, qui repose sur le concept de la transmission d'animaux de familles en familles au sein de la communauté (*goat pass-on*), vise à promouvoir l'élevage de chèvres. Il fournit du lait, de la viande et des revenus aux communautés participantes.

Intervention en cas de catastrophe

Au travers de l'Initiative, les communautés ont appris à mieux se préparer aux catastrophes et à mieux protéger leurs biens en cas de catastrophe. À certains endroits, des membres des communautés se sont mobilisés par le biais de structures créées par la Société nationale pour construire des ponts en bois au-dessus d'un cours d'eau, sans lesquels il leur était impossible de traverser pendant la saison des pluies. Ces travaux ont amélioré la mobilité des membres des communautés et, en particulier, des écoliers, qui n'auraient autrement pas pu se rendre en classe lors de certaines inondations. Parmi les mesures de préparation et d'atténuation mises en œuvre, il faut citer la construction de rigoles pour détourner les eaux de ruissellement loin des maisons, ainsi que l'acquisition d'un grand canoë qui pourra être utilisé pendant les inondations.

Les agriculteurs participants ont continué de se préparer aux sécheresses et aux inondations en créant des jardins potagers, dont les récoltes sont utilisées à la fois pour la

consommation et la vente. Ils ont aussi acquis une meilleure compréhension des questions liées aux changements climatiques. Ils se sont adaptés aux circonstances en plantant des variétés arrivant plus rapidement à maturité et résistant à la sécheresse, comme le sorgho. Ils ont également mis en place un système d'alerte précoce pour les événements liés au climat, qui repose sur des techniques tant traditionnelles que modernes de prévisions météorologiques.

Les participants sont progressivement passés d'activités de secours et de reconstruction à des activités de préparation, d'atténuation et de renforcement de la résilience.

Tableau 5 : Impact des activités : scénarios « avec » et « sans »

Projets	Principales activités	Sans les activités	Avec les activités		Nb. de bénéficiaires
Initiative Bassin du fleuve Zambèze (Fédération internationale)	Sécurité alimentaire et moyens de subsistance	Pénuries alimentaires et famine, techniques agricoles inadaptées et mauvaise utilisation de la terre, pas de programmes de vulgarisation agricole, absence de systèmes d'assainissement et manque d'échanges	4 communautés Moyens de subsistance renforcés, méthodes agricoles plus adaptées, meilleur approvisionnement en eau et assainissement, méthodes et activités agricoles améliorées, revenus accrus, moyens de	Formation	640
	Préparation aux situations d'urgence et atténuation			Distribution d'intrants agricoles (semences et outils)	860
	Santé (sensibilisation, promotion de l'hygiène, assainissement			Visites d'échange	150
				Appui aux agriculteurs chefs de file	28
				Commercialisation	480

	et accès à l'eau propre)	de connaissances, mauvais approvisionnement en eau	subsistance plus durables et sécurité alimentaire renforcée Communautés mieux sensibilisées et préparées aux catastrophes, augmentation du niveau de vie	Construction de latrines ² Distribution d'appareils de désalinisation	2 050 15 000	
Croix-Rouge espagnole	Sécurité alimentaire & moyens de subsistance	Pénuries alimentaires et famine, techniques agricoles inadaptées, agriculture de subsistance, absence de variété des cultures	24 villages, dont	Formation (agriculteurs)	150	
			4 cultivant du maïs	Cultures de maïs (ménages)	35	
	Réduction des risques de catastrophe			9 exploitant des jardins potagers	Cultures maraîchères (ménages)	115
				2 faisant de la pisciculture	Pisciculture (groupes)	3
				9 Comités communautaires de gestion des risques de catastrophe	Comités communautaires de gestion des risques de catastrophe (individus)	120
					Intrants agricoles	115
				Meilleures pratiques, préparation, atténuation et adaptation	Santé (ménages)	33
					Matériaux de construction pour	

² Travail réalisé au taux de rémunération du programme national de travaux publics, soit 26,50 dollars namubiens par tâche achevée

				bâtir des habitations (ménages)	10
				Installation de citernes (jardins)	5
				Visites d'échange en Zambie (agriculteurs), et amélioration de la diffusion des informations agricoles et des échanges de connaissances	9
BRACES (ARC)	Préparation et atténuation et adaptation	Vulnérabilité aux catastrophes du fait du manque de préparation et de l'absence de systèmes d'alerte précoce, qui entraîne des décès	4 communautés	Comités communautaires de gestion des risques de catastrophe (individus) et meilleure préparation	60
	Relèvement			Sensibilisation du public	5 910
				Habitations résistantes aux inondations (ménages)	40
				Connaissances relatives aux catastrophes et bonnes attitudes des communautés	1 182
				Formations	68
DALSO (FAO)	Sécurité alimentaire & moyens de subsistance		30 villages	Agriculteurs chefs de file, sécurité alimentaire accrue grâce à l'amélioration des activités et de leur gestion	28

				Formation	366
				Production agricole plus variée	300
				Bétail (nombre de chèvres par ménage) reflétant une accumulation de ressources et une plus grande richesse	50
				Intrants, semences et engrais	300
				Activités de commercialisation permettant l'accès aux marchés et la création de revenus	300

Développement des capacités et sensibilisation

Grâce à l'Initiative du bassin du fleuve Zambèze, les femmes partagent désormais ouvertement leurs idées et témoignent d'une meilleure connaissance des questions relatives à la violence domestique, entre autres. On note aussi un meilleur niveau de coopération entre les hommes, lesquels regroupent désormais leurs forces. Plusieurs nouvelles activités ont été lancées, comme le labourage des terres, le plâtrage des murs des maisons, l'éducation par les pairs, la couture, l'entrepreneuriat, les premiers secours, les activités de sage-femme (aide à l'accouchement) et la pisciculture, dont la plupart sont maintenant assurées par les communautés.

Des éléments indiquent un renforcement institutionnel au siège et dans les sections de la Société nationale, où des formations ont été dispensées et où la base de volontaires a été élargie. Toutefois, cela n'a pas contribué à renforcer les capacités de la Société nationale, et les employés n'ont travaillé qu'à temps partiel sur les activités de l'Initiative. Le niveau de vie

des communautés participantes s'est amélioré, et les communautés voisines qui ne participaient pas au projet ont bénéficié de retombées positives.

D'autres activités ont été menées pour former les volontaires locaux et créer des comités de gestion des risques de catastrophe et des équipes d'intervention. En outre, des mécanismes d'alerte précoce au sein des communautés ont été mis en place et renforcés. Les conditions sanitaires et les conditions de vie en général se sont améliorées grâce à la construction d'infrastructures communautaires, telles que des puits et des latrines. Des moustiquaires ont également été distribuées.

Difficultés

Plusieurs difficultés se sont posées pendant l'étude, principalement en ce qui concerne les données (ventilation et qualité des données et quantification des revenus et des bénéfices).

Ventilation des données – Il s'est révélé difficile d'attribuer les coûts et les bénéfices à des activités spécifiques. De fait, les coûts et les bénéfices liés aux différentes activités ont été consolidés, puis calculés sur une base annuelle.

Qualité des données – La qualité des données n'est pas assurée, dans la mesure où tous les fonds investis dans l'Initiative du bassin du fleuve Zambèze n'étaient pas dirigés vers les activités examinées dans le cadre de l'analyse coût-bénéfice. D'une part, il a été difficile d'accéder aux informations financières de la Société nationale et, d'autre part, la comptabilité tenue par les communautés était généralement insuffisante, voire parfois inexistante, ce qui a compliqué le processus de quantification et de validation des coûts et des bénéfices. Des estimations ont dû être utilisées. Dans certains cas, il a fallu s'appuyer principalement sur des données d'impact qualitatives, auxquelles il est difficile d'attribuer une valeur monétaire. Dans une certaine mesure, le manque de retours d'information des communautés participantes peut être lié au taux d'analphabétisme élevé parmi leurs membres.

Quantification des données – Les communautés n’ont généralement pas pu quantifier la valeur monétaire des différentes activités auxquelles elles participaient, et certains membres ont fait des suppositions. Il a donc été difficile de calculer un ratio coût-bénéfice pleinement représentatif. De même, la plupart des bénéfices n’étaient pas facilement quantifiables, d’où le risque qu’ils aient été sous-estimés et que la véritable étendue de l’impact sur le terrain n’ait pas été mesurée de façon fiable.

Recommandations

Le ratio coût-bénéfice positif que les activités de l’Initiative du bassin du fleuve Zambèze ont produit dans les communautés cibles de Namibie devrait être utilisé pour démontrer l’impact et l’effet multiplicateur de l’investissement initial et pour encourager la mobilisation de ressources financières supplémentaires qui permettraient de renforcer et de mieux intégrer les activités et, ainsi, de poursuivre l’édification de communautés résilientes.

Les analyses coût-bénéfice devraient bénéficier d’un degré de priorité élevé, car elles sont un outil clé de planification des activités dans le domaine de la préparation aux catastrophes et de la sécurité alimentaire, en amont et en aval. Elles permettent d’allouer les investissements et les ressources de la façon plus optimale et efficiente possible et favorisent l’intégration des activités de préparation aux catastrophes et de sécurité alimentaire menées au titre de l’Initiative du bassin du fleuve Zambèze, le but ultime étant de renforcer les capacités et la résilience des communautés. À cet égard, il convient d’améliorer et de mieux cibler la collecte des données.

Des mesures devraient également être prises pour assurer le suivi permanent de la valeur ajoutée et des bénéfices tirés des activités de sécurité alimentaire et de préparation aux catastrophes, sur la base des données qualitatives et quantitatives collectées.

L’analyse coût-bénéfice des volets sécurité alimentaire, santé et réduction des risques de catastrophe de l’Initiative du bassin du fleuve Zambèze devrait être un processus participatif donnant la possibilité aux communautés de jouer un rôle important dans le recensement des

activités et des mesures pratiques et lucratives qui permettront de renforcer leur résilience et d'attirer des donateurs potentiels.

La dégradation de l'environnement a un coût. Alors que de plus en plus de communautés pratiquent l'agriculture, des pratiques durables d'utilisation de la terre et d'agriculture devraient être adoptées. Les produits chimiques devraient progressivement être remplacés par des engrais organiques et des biopesticides préservant l'environnement et respectant les objectifs primordiaux de lutte contre les changements climatiques.

Conclusions

Le ratio coût-bénéfice est un important outil de planification et de prise de décisions. Il peut être intégré à l'évaluation de l'impact financier et économique des fonds et des ressources investis au titre de l'Initiative du bassin du fleuve Zambèze dans des programmes de développement destinés à bâtir la résilience des communautés. Il devrait être utilisé pour orienter les programmes futurs, la prise de décisions y relatives et le déploiement de ressources par les donateurs et d'autres parties prenantes. Cependant, pour garantir la fiabilité des résultats, la qualité des données utilisées doit répondre à certaines exigences de rigueur et d'objectivité.

L'analyse coût-bénéfice participative associant les communautés est donc un outil de planification et de prise de décisions précieux, qui peut être utilisé pour mesurer les bénéfices, la valeur et les retombées des activités de renforcement de la résilience et des ressources investies. Elle complète l'analyse financière en rendant plus pleinement compte des bénéfices et des coûts non économiques, puisqu'elle prend en considération plusieurs variables telles que les coûts environnementaux, la préservation de la biodiversité, la préparation aux catastrophes, les activités informelles (ayant une valeur économique), le coût d'opportunité social de la main-d'œuvre et le coût d'opportunité de l'investissement par rapport à d'autres activités de développement concurrentes. L'analyse coût-bénéfice devrait être ancrée dans un cadre intégré de planification du développement et de prise de

décisions aux fins du renforcement de la résilience des communautés. Elle devrait être considérée comme un outil complémentaire et ne devrait pas être utilisée seule.

L'acceptation et l'appropriation, par les communautés, des activités de résilience se sont révélées cruciales pour assurer leur réussite. Les processus de consultation des communautés jouent également un rôle déterminant lors de la planification et de la mise en œuvre des activités. La tenue efficace et cohérente d'une comptabilité favorise les bénéfices et l'impact global des activités.

Les programmes de préparation aux catastrophes menés au titre de l'Initiative du bassin du fleuve Zambèze contribuent à l'intégration sociale et sont propices aux approches participatives, lesquelles stimulent le développement durable des communautés et le renforcement de leur résilience.

Les partenariats multidonateurs et multipartites créent des synergies qui favorisent et augmentent l'impact des différentes activités. Une approche globale et intégrée de la mise en œuvre et de l'exécution des activités permet de cumuler les effets bénéfiques pour la résilience des communautés.

Les résultats obtenus dans le cadre de l'étude sur la valeur ajoutée montrent les bénéfices générés par les investissements et pourront orienter les ressources qui seront allouées à l'avenir au renforcement de la résilience et à la reproduction des activités. Bien que les bénéfices découlant des investissements dans la préparation aux catastrophes et la sécurité alimentaire soient notables et aient eu un effet économique multiplicateur pour les communautés, il convient de se montrer prudents et de ne pas trop étendre le modèle, ce qui a tendance à diluer les bénéfices et à produire un résultat médiocre.

On ne peut plus ignorer qu'il est nécessaire d'intégrer la préparation aux catastrophes dans les stratégies de développement durable et la planification globale du développement. En effet, les coûts évités en cas de catastrophe ajoutent une valeur économique quantifiable et non quantifiable aux activités de renforcement de la résilience mises en œuvre par les

communautés. Reste que les bénéfices et les résultats que les investissements consacrés à une initiative telle que l'Initiative du bassin du fleuve Zambèze ont sur le développement ne sont pas toujours clairs, ni facilement quantifiables.

Références

Banque internationale pour la reconstruction et le développement / Banque mondiale, *Building Resilience Integrating Climate and Disaster Risk into Development*, 2009.

Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, Région de l'Afrique australe, *The Zambezi River Basin Initiative Project Document*, 2009.

Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, *SAR Annual Reports, 2009-2014*.

Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, Genève, *Guide de l'intégration de la réduction des risques de catastrophe et l'adaptation au changement climatique*, 2013.

Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, Genève, *Review of Phase I of the Zambezi River Basin Initiative (ZRBI)*, 2013.

EM-DAT, *The International Disaster Database Centre for Research on Epidemiology of Disasters*, CRED, 2015.

Croix-Rouge de Namibie, *Rapports annuels - Namibia Red Cross's integrated food security intervention, 2009-2014*.

Croix-Rouge de Namibie, *Étude de cas - Namibia Red Cross's integrated food security intervention*.